

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 97 — 1270

[S - C - 97/21198]

26 JUIN 1997. — Loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — *Régie des transports maritimes*

Art. 2. § 1^{er}. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 18 février 1997 portant des mesures en vue de la dissolution de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Arrêté royal du 18 février 1997 portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

§ 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 février 1997 portant diverses mesures en faveur des agents statutaires de la Régie des transports maritimes, en application de l'article 3, § 1^{er}, 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'établissement du traitement moyen servant de base au calcul de la pension de retraite accordée aux agents de la Régie des transports maritimes, ci-après dénommée la « RTM », en applica-

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 997/1. — Amendements, n° 997/2 à 4. — Rapports, n° 997/5 et 6. — Texte adopté par les Commissions, n° 997/7. — Amendements, n° 997/8 et 9. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 997/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 4 et 5 juin 1997.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-660/1. — Amendements, n° 1-660/2. — Rapports, n° 1-660/3 et 4. — Texte adopté par les Commissions, n° 1-660/5. — Amendements, n° 1-660/6 et 7. — Proposition de décision de ne pas amender, n° 1-660/8. — Décision de ne pas amender, n° 1-660/9.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 26 juin 1997.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 97 — 1270

[S - C - 97/21198]

26 JUNI 1997. — Wet tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — *Regie voor maritiem transport*

Art. 2. § 1. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de ontbinding van de Regie voor maritiem transport, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

2° Koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

§ 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 februari 1997 houdende diverse maatregelen ten gunste van de statutaire personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, in uitvoering van artikel 3, § 1, 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de vaststelling van de gemiddelde wedde op grond waarvan het rustpensioen berekend wordt van de personeelsleden van de Regie voor maritiem transport hierna te noemen de « RMT »,

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 997/1. — Amendementen, nr. 997/2 tot 4. — Verslagen, nr. 997/5 en 6. — Tekst aangenomen door de Commissies, nr. 997/7. — Amendementen, nr. 997/8 en 9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 997/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 4 en 5 juni 1997.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-660/1. — Amendementen, nr. 1-660/2. Verslagen, nr. 1-660/3 en 4. — Tekst aangenomen door de Commissies, nr. 1-660/5. — Amendementen, nr. 1-660/6 en 7. — Voorstel van beslissing om niet te amenderen, nr. 1-660/8. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-660/9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 juni 1997.

tion de l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, il est tenu compte, pour les périodes durant lesquelles l'agent a bénéficié du régime de congé préalable à la mise à la retraite qui serait établi pour des agents de la RTM, du traitement dont l'agent aurait bénéficié s'il était resté en service. Ce traitement est établi dans les conditions prévues par le statut pécuniaire en vigueur à la date de prise de cours de la pension, et majoré des montants de l'allocation de pilotage et de la prime de mer tels qu'ils auraient été pris en compte pour le calcul de la pension si l'agent était resté en service. ».

TITRE III. — Mesures pour l'emploi

Art. 3. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

2° Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures sur la prépension à mi-temps, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

3° Arrêté royal du 27 janvier 1997 modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

4° Arrêté royal du 6 février 1997 instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle, en application de l'article 7, § 2, 1°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

5° Arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi, en application des articles 7, § 2, 30, § 2, et 33, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

6° Arrêté royal du 14 mars 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi spécifiques pour les petites et moyennes entreprises, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

7° Arrêté royal du 18 avril 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans la marine marchande, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

8° Arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage, en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Art. 4. A l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les mots « avant le 31 mars » sont remplacés par les mots « avant le 15 mai », et les mots « avant le 31 mai » sont remplacés par les mots « avant le 30 juin ».

TITRE IV. — Chômage

Art. 5. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 17 février 1997 modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, en application de l'article 33 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

toegekend in uitvoering van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, wordt voor de periode gedurende dewelke het personeelslid viel onder de aan de pensionering voorafgaande verlofregeling die voor de personeelsleden van de RMT zou worden vastgesteld, rekening gehouden met de wedde die het personeelslid zou hebben genoten indien hij in dienst was gebleven. Deze wedde wordt vastgesteld onder de voorwaarden bepaald door het geldelijk statuut dat van kracht is op de ingangsdatum van het pensioen en vermeerderd met de bedragen van de loodstoelage en het zeegeld die voor de berekening van het pensioen in aanmerking zouden zijn genomen indien het personeelslid in dienst was gebleven. ».

TITEL III. — Tewerkstellingsmaatregelen

Art. 3. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

2° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

3° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

4° Koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan, in toepassing van artikel 7, § 2, 1°, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

5° Koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden, in toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2, en 33, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

6° Koninklijk besluit van 14 maart 1997 houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

7° Koninklijk besluit van 18 april 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de koopvaardij, in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

8° Koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorend tot de baggersector, met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Art. 4. In artikel 8, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, worden de woorden « vóór 31 maart » vervangen door de woorden « vóór 15 mei », en worden de woorden « vóór 31 mei » vervangen door de woorden « vóór 30 juni ».

TITEL IV. — Werkloosheid

Art. 5. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 17 februari 1997 tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, in toepassing van artikel 33 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Arrêté royal du 21 mars 1997 instaurant des cotisations patronales et des retenues pour certains chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

TITRE V. — Pensions

Art. 6. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants, en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, en application de l'article 15 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

3° Arrêté royal du 7 février 1997 portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, en application des articles 18 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

TITRE VI. — Maîtrise des dépenses dans le secteur soins de santé

Art. 7. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 17 mars 1997 fixant les frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la Société nationale des chemins de fer belges, en application de l'article 10, 7°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 24 mars 1997 pris en application de l'article 10, 2°, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 8. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques, en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Arrêté royal du 21 février 1997 portant modification de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 4°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

3° Arrêté royal du 5 mars 1997 portant, en ce qui concerne les honoraires médicaux relatifs aux prestations d'hémodialyse, des mesures, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot invoering van werkgeversbijdragen en inhoudingen voor sommige oudere werklozen, met toepassing van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

TITEL V. — Pensioenen

Art. 6. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en het koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen, met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, met toepassing van artikel 15 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

3° Koninklijk besluit van 7 februari 1997 houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood, in toepassing van de artikelen 18 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

TITEL VI. — Beheersing van de uitgaven in de gezondheidssector

Art. 7. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 17 maart 1997 tot vaststelling van de administratiekosten van de Kas voor de geneeskundige verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen, in uitvoering van artikel 10, 7°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 24 maart 1997 genomen ter uitvoering van artikel 10, 2°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 8. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

2° Koninklijk besluit van 21 februari 1997 tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 4°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

3° Koninklijk besluit van 5 maart 1997 houdende, wat de geneeskundige honoraria voor hemodialyseverstrekingen betreft, maatregelen, met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

TITRE VII. — *Meilleure gestion dans la sécurité sociale*

Art. 9. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1° Arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Arrêté royal du 24 janvier 1997 portant certaines mesures relatives au financement de la sécurité sociale, en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

3° Arrêté royal du 20 février 1997 modifiant l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, en application des articles 2 et 3, § 1^{er}, 3° et 4°, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Fenffe, le 26 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre le l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

TITEL VII. — *Beter beheer in de sociale zekerheid*

Art. 9. Zijn bekrachtigd met uitwerking op de datum van hun inwerkingtreding :

1° Koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, met toepassing van de artikelen 38, 40, 41 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

2° Koninklijk besluit van 24 januari 1997 houdende bepaalde maatregelen betreffende de financiering van de sociale zekerheid, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

3° Koninklijk besluit van 20 februari 1997 tot wijziging van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, in toepassing van de artikelen 2 en 3, § 1, 3° en 4°, en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Art. 10. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Fenffe, 26 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK